SEANCE DU 29 AOÛT 2025

Date de la convocation : 25/08/2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vendredi vingt-neuf août, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal régulièrement convoqué s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Laurent CHAPPELLIER, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 10

Etaient présents : Mmes et Mrs., CHAPPELLIER Laurent, LENNE Grégory, MEROT Josiane, BRES Pascal, ABBO Alain, de CHARENTENAY Fanny, MARTIN Alexandra, GIL Christelle, POIDEVIN Grégory et BERENGER Crystel

Etaient absents : Néant

Secrétaire de séance : MEROT Josiane

Le compte rendu de la séance précédente est lu et approuvé à l'unanimité

Objet : Décision modificative budgétaire

Monsieur le Maire expose que la délibération prise lors de la séance précédente comportait une erreur de forme qui bloque sa prise en charge par la trésorerie :

Le compte 001 (solde reporté de la section d'investissement), mentionnait une somme positive, alors qu'il comprend une valeur négative au budget primitif. Sur un même exercice, le compte 001 doit être incrémenté soit en recette, soit en dépense mais pas des deux possibilités. A la place d'une recette, il aurait fallu porter une réduction de la dépense du même montant. Ce qui d'un point de vue mathématique revient au même.

Il propose au conseil de retirer la délibération 2025-24 du 23 mai 2025, et d'en voter une avec les mêmes montants (à part le compte 001 qui apparaît comme une réduction de dépenses et non comme une recette).

Un ajustement est également opéré sur la partie remboursement du capital et des intérêts de l'emprunt, avec l'ajout d'un euro supplémentaire sur chaque compte.

Après avoir ouï l'exposé et en avoir délibéré, le conseil décide de retirer la délibération 2025-24 du 23 mai 2025 et adopte la décision modificative budgétaire suivante :

Recettes :

Compte 001 (dépenses) : - 5 818 €

Compte 10222 : + 2 123 €.

Total 7 941 €

Dépenses :

Chapitre 16 Remboursement du capital : 1 €

Chapitre 20 immobilisations incorporelles

Compte 202 Document d'urbanisme : 3 000 €

Chapitre 21 immobilisations corporelles

Compte 2151 voiries : 1940 €

Compte 2184 Matériel de bureau et mobilier : 3000€

Total 7 941 €

En fonctionnement la somme de 1€ est prélevée du compte 6411 Personnel titulaire et virée au compte 66111 Remboursement des intérêts.

Après délibération le conseil approuve unanimement cette proposition.

Objet : Assurance des risques statutaires

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Assurances ;

VU le Code des Marchés Publics ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 alinéa 2 ;

VU le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

VU la délibération 2025-03 du 10 janvier 2025 donnant mandat au Centre de Gestion du Gard pour négocier un contrat groupe ouvert à adhésion facultative, garantissant les risques financiers encourus par la collectivité à l'égard de son personnel, auprès d'une entreprise d'assurance agréée ;

VU la délibération n°DEL-2025 du 30 juin 2025 du conseil d'administration du CDG 30 fixant les taux de frais de gestion relatifs au service facultatif d'assurance statutaire ;

Vu le résultat de la commission d'appel d'offres du 26 mai 2025 ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de mise en concurrence le CDG 30 a retenu comme prestataire RELYENS SPS /RELYENS L – RELYENS MI afin de couvrir les risques statutaires encourus par les collectivités et établissements publics lui ayant donné mandat

Le maire expose :

Depuis de nombreuses années le Centre de Gestion du Gard (CDG-30) accompagne les collectivités et établissements publics qui lui sont affiliés pour couvrir les risques statutaires auxquels ils sont exposés.

Le contrat actuel arrivant à son terme au 31/12/2025, le CDG-30a mené une procédure de mise en concurrence afin de proposer un nouvel opérateur aux employeurs affiliés à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le contrat d'assurance statutaire proposé par le CDG-30 propose une couverture à taux unique pour les collectivités de moins de 30 agents CNRACL

Le contrat couvre l'intégralité des risques statutaires pour les agents CNRACL, à savoir :

Le décès

Le congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident de service, de trajet, maladie imputable)

Le congé de maladie ordinaire

Le congé de longue maladie et de longue durée

Le temps partiel thérapeutique

La disponibilité d'office pour raison de santé

L'allocation d'invalidité temporaire

La maternité, paternité, adoption

Ainsi que pour les agents IRCANTEC avec la prise en charge du :

Le congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident de service, de trajet, maladie imputable)

Le congé de maladie ordinaire

Le congé de grave maladie

La maternité, paternité, adoption

L'assiette de cotisation et de garantie est constituée par :

Les éléments de base :

Le traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension, perçu par tous les agents assurés au cours de l'exercice d'assurance.

La nouvelle bonification indiciaire annuelle

Le supplément familial de traitement

L'indemnité de résidence

Les éléments optionnels

Pour les charges patronales, l'assiette est fixée forfaitairement à 48% du TBI+NBI.

Les collectivités et établissements publics adhérents décident de lever cette option. Le taux de la cotisation reste inchangé.

L'adhésion au contrat de groupe est liée à la signature d'une convention de gestion permettant de définir les conditions dans lesquelles s'établissent et s'organisent les relations relatives à la gestion du contrat d'assurance statutaire souscrit par la commune.

Cette convention définit les interventions du CDG-30 qui portent notamment sur :

Les tâches liées à la passation et à la gestion du marché public.

Le suivi de l'exécution du contrat

La gestion des sinistres

Un rôle d'information et de conseil

La commune participe aux frais d'intervention du CDG-30 à raison de 0.25% de la masse salariale de l'année N-1, telle que déclarée par l'employeur auprès de l'assureur pour règlement de la cotisation annuelle due au titre de l'adhésion au contrat.

Après en avoir délibéré, le conseil décide :

Article 1 d'adhérer au contrat de groupe « assurance statutaire » proposé par le CDG-30 à compter du 1^{er} janvier 2026 et de choisir la formule suivante

FORMULES TOUS RIQUES-AGENTS CNRACL	TAUX DE COTISATION	OUI	NON
Franchise 10 jours en maladie ordinaire, y compris le jour de carence.	7.51%		X
Franchise 20 jours en maladie ordinaire, y compris le jour de carence.	6.54%	X	
Franchise 30 jours en maladie ordinaire, y compris le jour de carence.	5.96%		X
Franchise 10 jours en maladie ordinaire, y compris le jour de carence, montant indemnités journalières plafonnées à 80% en maladie ordinaire.	7.06%		X
Franchise 20 jours en maladie ordinaire, y compris le jour de carence, montant indemnités journalières plafonnées à 80% en maladie ordinaire.	6.21%		X
Franchise 30 jours en maladie ordinaire, y compris le jour de carence, montant indemnités journalières plafonnées à 80% en maladie ordinaire.	5.70%		X

FORMULES TOUS RIQUES-AGENTS ICRNTEC	TAUX DE COTISATION	OUI	NON
Franchise 10 jours en maladie ordinaire, y compris le jour de carence.	1.27%	X	

De manière optionnelle :

NATURE DES PRESTATIONS	OUI	NON
Charges patronales fixées à 48% du TIB + NBI		X

Article 2 D'autoriser le maire à signer tous documents relatifs au contrat d'assurance statutaire du CDG-30

Article 3 De signer la convention d'adhésion au service « assurance statutaires » proposée par la CDG-30

Article 4 D'inscrire les crédits correspondants au budget de la collectivité

Objet : Modification du tableau des effectifs

Le Maire expose à l'assemblée que le secrétaire de mairie a été inscrit sur la liste d'aptitude, au titre de la promotion interne 2024, au grade de rédacteur fonctionnaire exerçant les fonctions de secrétaire général de mairie.

Il propose de créer un poste de rédacteur territorial, à temps non complet (12/35eme), et de supprimer le poste d'adjoint administratif principal 2^{eme} classe et le poste d'adjoint administratif principal 1^{ere} classe (créé en avril 2024) à compter de l'arrêté actant la promotion de l'agent.

Après avoir ouï l'exposé et en avoir délibéré, le conseil approuve unanimement cette proposition.

Le Maire expose à l'assemblée que la décision précédente implique l'actualisation du tableau général des effectifs.

Ainsi actualisé le tableau général des effectifs devient donc, à compter du 01 janvier 2026 :

Administratif				
EMPLOI	GRADE	CATEGORIE	EFFECTIF	DURÉE HEBDOMADAIRE
Secrétaire de mairie	Rédacteur territorial	B	1	TNC (12/35eme)
Technique- entretien				
EMPLOI	GRADES	CATEGORIE	EFFECTIF	DURÉE HEBDOMADAIRE
Agent d'entretien polyvalent	Adjoint technique ppal 2 ^e classe	C	1	TNC (23/35eme)

Objet : Modification des statuts du SMEG

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les dispositions des articles L.5711-1 et L.5211-20,

Vu la délibération n]2025-51 en date du 20 mai 2025 par laquelle le comité syndical du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard (SMEG) a accepté à l'unanimité la modification des statuts du syndicat ;

Considérant que le syndicat doit consulter l'ensemble de ses membres concernant ces modifications, et ce, conformément aux dispositions visées ci-dessus ;

Monsieur le maire expose aux membres du conseil municipal que :

Les statuts actuels du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard ont été approuvés par arrêté préfectoral le 23 mai 2015 ;

Le champ d'intervention du syndicat évoluant régulièrement, il est apparu nécessaire de compléter les statuts du SMEG portant sur les points suivants :

Le changement du nom du syndicat, initié par la Fédération Nationale des Syndicats d'Energie, avec l'objectif de générer de la visibilité au niveau national avec la notion associée de marque reconnue. Il prend désormais la dénomination de Territoire d'Energie GARD-SMEG :

Apporter des précisions sur les articles présents statuts ;

La possibilité d'envisager des activités complémentaires

Ces statuts modifiés entreront en vigueur à compter de la publication de l'arrêté préfectoral portant modification statutaire.

Après avoir pris connaissance du projet de statuts, le conseil municipal, à l'unanimité,

Décide

D'accepter la modification des stats proposée par le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard.

Objet : Loyer du logement locatif

Monsieur le Maire rappelle que le loyer du logement locatif peut être réévalué annuellement, le 1^{er} octobre, sur la base de l'indice des loyers établi par l'INSEE, premier trimestre.

L'indice de référence des loyers établi par l'INSEE, premier trimestre, était à 143.46 en 2024, il est à 145.47 au 1^{er} trimestre 2025, le loyer mensuel est actuellement à 233 €.

$(226 \times 145.47) / 143.26 = 238.7772$

Après délibération, le conseil décide unanimement de porter le loyer à 238.77 € à compter du 01 octobre 2025.

Objet : Dissimulation de réseaux secs

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le projet de travaux, sous maîtrise d'ouvrage Syndicat Mixte d'Electricité du Gard (SMEG), pour lequel il est nécessaire de lancer les études.

Commune : MASSANES

Projet : Chemin du Sorelhadou - Dissimulation des réseaux secs

N° opération : 24-142

Évaluation approximative des travaux :

- Electricité 24-142-DIS : 84 000,00 € TTC, soit 924,00 € TTC d'études
- Eclairage public 24-142-EPC : 36 000,00 € TTC, soit 396,00 € TTC d'études
- Génie civil Télécom 24-142-TEL : 36 000,00 € TTC, soit 288,00 € TTC d'études

Afin de permettre au SMEG le lancement des études correspondantes, il convient de prendre acte du projet présenté et de s'engager à rembourser le SMEG du montant des études d'avant-projet en cas de renoncement du fait de la commune.

Dans le cas où le projet se réalise, les frais d'étude seront intégrés au montant de l'opération sur lequel est calculée la part communale.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

1. Prend acte du projet de travaux et de son évaluation approximative,
2. Approuve le lancement des études nécessaires à la définition du projet,
3. S'engage, en cas de renoncement au projet du fait de la commune, à verser sa participation aux études estimée à : •

Electricité 24-142-DIS : 924,00 € TTC

• Eclairage public 24-142-EPC : 396,00 € TTC

• Génie civil Télécom 24-142-TEL : 288,00 € TTC

4. Autorise le SMEG à mener toutes les investigations préparatoires nécessaires à l'élaboration des études

Objet : Autorisation d'ester en justice

Le Maire expose à l'assemblée que monsieur Faraus a fait appel devant la cour administrative d'appel de Toulouse du jugement rendu le 6 mai 2025 par le tribunal administratif de Nîmes.

Pour défendre les intérêts de la commune il convient donc de désigner un avocat.

Vu l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil municipal n°2020-08 en date du 29 mai 2020 portant délégations consenties à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal,

Considérant que monsieur Faraus a saisi la cour administrative d'appel de Toulouse
Considérant que ce recours a été notifié à la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 05 août 2025,

Considérant qu'il y a lieu de désigner un avocat pour représenter et défendre les intérêts communaux dans cette affaire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

DECIDE, d'ester en justice et de désigner Maître François GILLES, Avocat au Barreau d'Alès (30), afin de représenter et défendre les intérêts de la Commune dans cette instance.

Questions diverses

La subvention « Fonds verts » pour l'aire de retournement a été refusée. Les travaux ne seront pas réalisés.

Le Sous-Préfet est venu à Massanes. La discussion a porté essentiellement sur le projet de déviation. Tous les intervenants ont validé le projet oralement, il manque les courriers confirmant ces accords, notamment en ce qui concerne le risque inondation. Par rapport à la situation actuelle, le projet facilite grandement l'écoulement de l'eau mais n'est pas complètement neutre. Un équipement neutre, demandé par la DDTM, renchérirait trop les estimations pour que le Conseil Départemental puisse assumer le surcoût.

L'étude « 4 saisons » est en cours.

L'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment Mairie-Foyer est à l'étude. Cet équipement, s'il est réalisable et réalisé, permettra de réduire la facture d'électricité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt-deux-heures cinquante minutes.